

CONJUCHEM®

T3 2009

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Au cours du troisième trimestre, nous avons eu l'opportunité de mettre en valeur les résultats de notre programme de phase II pour notre composé, le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, à la 69^{ème} séance scientifique annuelle du American Diabetes Association. Nos deux études cliniques de phase II récemment complétées ont démontré que notre agoniste du récepteur GLP-1 à effet prolongé peut réduire, de façon significative, le HbA1C et le poids et avec ces bons résultats, cette conférence était l'endroit idéal pour promouvoir la reconnaissance de notre produit. Aussi, nous continuons à progresser dans nos discussions de partenariats pour notre programme PC-DAC^{MC}:Exendin-4 en nous concentrant sur les caractéristiques potentielles de chef de file de notre produit telles que son excellent profil de tolérabilité, son administration utilisant un petit volume, une formulation liquide hautement soluble, ce qui devrait permettre à nos partenaires potentiels d'explorer des régimes de dosages uniques lors d'un développement clinique futur.

Notre deuxième poster présenté à la conférence, intitulé « *PC-Insulin, a New Basal Insulin with Longer Duration of Activity* », donne un aperçu des possibilités d'un composé d'insuline basale plus constant avec une plus longue durée d'activité. Les données que nous avons présentées à la conférence soutiennent notre conviction que le PC-Insulin a également le potentiel de devenir un candidat chef de file dans la prochaine génération d'insulines basales ayant une durée d'activité prolongée. De plus, la création d'un second produit issu de notre plateforme technologique rehausse la valeur d'ensemble de notre approche breveté qui allonge la fenêtre thérapeutique des peptides ayant une courte durée de vie.

En dépit des conditions économiques éprouvantes, particulièrement marquées dans notre secteur, après la fin de notre trimestre, nous avons complété avec succès une transaction qui nous rapporte approximativement 5 millions de dollars de capitaux non dilutifs. Ces ressources financières supplémentaires nous donnent une plus grande flexibilité afin d'exécuter notre plan d'affaire et de mener nos discussions de partenariat.

Notre objectif premier demeure d'octroyer une licence pour notre premier composé en diabète, le PC-DAC^{MC}:Exendin-4 ainsi que pour notre composé préclinique, le PC-Insulin à un ou des partenaires qui supporteront nos efforts vers la commercialisation de ces produits. Malheureusement, il ne nous est pas possible de fournir un aperçu de la progression de nos discussions avec de partenaires potentiels, cependant, je peux vous assurer que nous nous sommes fortement engagés à obtenir du succès à ce niveau. De la part du conseil d'administration et de nos employés, je tiens à vous remercier pour votre support continu et nous sommes impatients de vous tenir au courant de nos développements au cours des prochains mois.

Sincèrement,



Mark D. Perrin,
Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion fournit une rétrospective du rendement de notre Société et doit être lu avec les états financiers intermédiaires non vérifiés au 31 juillet 2009 et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 et les notes y afférentes, dressés selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada. Le présent rapport de gestion compare le rendement financier des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2009 à celui des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2008 et analyse les questions et les risques qui peuvent avoir une incidence sur l'exploitation future. Cette analyse a été effectuée par la direction au moyen de l'information disponible au 9 septembre 2009. Des renseignements additionnels sur la Société, y compris la notice annuelle, se trouvent sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Dans la mesure où certains énoncés formulés dans le présent rapport contiennent de l'information qui n'est pas fondée sur des données historiques, ces énoncés sont essentiellement prospectifs et sont assujettis à des risques et à des incertitudes, comme il est décrit à la rubrique «Facteurs de risque» de la notice annuelle. Les énoncés prospectifs se reconnaissent généralement par l'emploi de la marque du futur ou du conditionnel ou de termes comme «pouvoir», «prévoir», «avoir l'intention de», «estimer», «anticiper», «planifier», «projeter», «croire», «continuer» ou de la forme négative de ces termes ou des variations de ces termes ou d'une terminologie semblable. De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que nous formulions des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents. Les résultats réels, les niveaux d'activité, le rendement ou les réalisations pourraient différer de façon importante de ceux prévus dans les présentes et dépendre de bon nombre de facteurs.

Les facteurs qui pourraient faire diverger de façon importante les résultats réels comprennent notamment les éléments suivants :

- notre besoin de financement supplémentaire et nos estimations à l'égard de nos besoins de capital ainsi que de nos produits d'exploitation et de notre rentabilité futurs;
- notre capacité d'attirer des distributeurs et des collaborateurs grâce à un développement acceptable, une expertise en matière de réglementation et de commercialisation et des avantages à tirer de ces démarches de collaboration considérables;
- notre capacité de retenir et d'embaucher du personnel compétent;
- nos programmes de développement et de commercialisation des produits candidats et le calendrier de ces programmes;
- le fait de recevoir ou non les approbations des organismes de réglementation ainsi que le moment où nous obtiendrons ces approbations et les coûts qui y sont liés;
- le développement clinique de nos produits candidats, y compris les résultats des essais cliniques en cours ou futurs;
- les avantages de nos technologies d'administration des médicaments et de nos produits candidats comparativement à d'autres;
- notre capacité de maintenir et d'établir des droits de propriété intellectuelle visant nos technologies d'administration des médicaments et nos produits candidats;
- notre estimation de l'ampleur des marchés potentiels pour nos produits candidats;
- notre sélection des produits candidats et l'octroi de licences à leur égard;
- les sources de revenus et les revenus anticipés, y compris l'apport des distributeurs et des collaborateurs, les ventes de produits, les contrats de licences et autres démarches de collaboration pour développer et commercialiser nos produits candidats;
- le taux et le degré d'acceptation de nos produits dans le marché;
- le calendrier et les montants de remboursement visant nos produits;
- le succès et le prix d'autres traitements concurrents pouvant devenir accessibles;
- la capacité de fabrication de nos produits candidats par des fabricants tiers; et
- les autres facteurs de risque dont il est question dans les présentes et à l'occasion dans nos rapports, documents d'information publics et autres documents déposés auprès des commissions des valeurs mobilières du Canada.

Se reporter à la rubrique «Facteurs de risque» ci-après.

Tous les montants sont présentés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les termes «nous», «notre», «nos» ou la «Société» font référence à Biotechnologies ConjuChem Inc., à moins d'indication contraire.

APERÇU

Nous sommes une société de biotechnologie canadienne cotée en Bourse qui se consacre à la découverte de nouvelles thérapeutiques, particulièrement contre le diabète. Nous gérons actuellement de multiples programmes de recherche internes et comptons un produit au stade de développement. Les activités de ConjuChem sont axées sur la découverte et le développement de nouveaux médicaments fondés sur nos nouvelles plates-formes technologiques connues sous les noms de complexe d'affinité pharmacothérapeutique («DAC^{MC}») et de conjugué préformé-complexe d'affinité pharmacothérapeutique («PC-DAC^{MC}»). Lorsqu'elles sont appliquées à un composé, DAC^{MC} et PC-DAC^{MC} peuvent créer de nouveaux médicaments qui possèdent une activité thérapeutique semblable au composé original, mais dont la durée d'activité dans le corps est considérablement plus longue. L'une des possibilités les plus importantes des technologies DAC^{MC} et PC-DAC^{MC} de ConjuChem est leur capacité d'exploiter le potentiel thérapeutique des peptides, en dépit des diverses limitations de ces derniers. En particulier, les peptides ont une courte durée d'activité *in vivo*, qui non seulement diminue leur efficacité, mais peut également limiter leur potentiel de commercialisation.

Notre programme de traitement du diabète de type II se concentre sur les peptides de catégorie GLP-1. Ces composés aident à réduire le glucose par de multiples mécanismes d'action dans l'organisme. Nous poursuivons le développement du PC-DAC^{MC}:Exendin-4, homologue du GLP-1 combiné à notre technologie PC-DAC^{MC}. Les essais cliniques à doses multiples de phase II ont commencé en février 2008. Les résultats initiaux positifs de ces essais à doses multiples d'une durée de trois mois ont été annoncés le 3 décembre 2008, les résultats finaux ont été publiés en février 2009, et deux affiches ont été présentées en juin 2009 dans le cadre de l'American Diabetes Association's 69th Annual Scientific Sessions.

Depuis la création de la Société, nous avons subi des pertes d'exploitation, surtout en raison de dépenses liées à nos activités de recherche et de développement. Au 31 juillet 2009, le déficit accumulé s'élevait à 345,7 millions de dollars et l'insuffisance de l'actif, à 12 millions de dollars. Nous prévoyons subir d'autres pertes d'exploitation au cours des prochains exercices au fil du passage de nos autres produits candidats du stade de la recherche au stade de développement clinique. Jusqu'à maintenant, nous avons financé nos activités d'exploitation, nos acquisitions de technologie et nos dépenses en immobilisations principalement au moyen d'appels publics à l'épargne et de placements privés visant des actions ordinaires, d'émissions de billets et de débentures convertibles, de crédits d'impôt à l'investissement reçus sur les dépenses admissibles, du revenu d'intérêts et du produit tiré des ententes de collaboration en matière de recherche.

La poursuite de nos activités dépend de notre capacité à réunir des fonds supplémentaires. À l'heure actuelle, nous cherchons à obtenir d'autres fonds pour financer nos activités d'exploitation. La direction étudie toutes les options de financement, y compris la collaboration interentreprises et les ententes sur l'octroi de licences, le financement par actions, les ententes de refinancement et le financement sans effet dilutif. Rien ne garantit qu'un financement supplémentaire sera obtenu en temps opportun ou qu'il le sera à des conditions favorables pour la Société. Si la Société ne peut mobiliser des fonds supplémentaires, la direction pourrait devoir restreindre ses activités. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1, intitulée «Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation», afférente aux états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société au 31 juillet 2009 et à la rubrique «Facteurs de risque» ci-après. Notre réussite dépend tout autant de notre capacité à obtenir les approbations nécessaires des organismes de réglementation, à dégager des produits d'exploitation au moyen de l'octroi de licences ou de la vente de médicaments thérapeutiques et à atteindre la rentabilité.

Consolidation des activités

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, nous avons effectué une consolidation de nos activités, en concentrant nos efforts sur l'association à un partenaire pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4 et le développement de PC-Insulin, une insuline de base à effet prolongé au stade des essais précliniques. Nous sommes aussi à la recherche d'un partenaire pour le programme de PC-Insulin. La restructuration comprenait une réduction de l'effectif d'environ 50 %. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, nous avons comptabilisé des charges liées aux indemnités de départ de 582 465 \$, dont 296 245 \$ ont été comptabilisés à titre de frais de recherche et de développement et 286 220 \$, à titre de frais d'administration au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009. Aucune charge additionnelle n'a été engagée dans le cadre de la consolidation des activités au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009. Au 31 juillet 2009, il restait un passif de 34 497 \$.

Notre objectif

Nous avons pour objectif de nous consacrer au développement de médicaments de la prochaine génération à partir de peptides thérapeutiques fondés sur nos plates-formes technologiques de bioconjugaison brevetées. Nous prévoyons appliquer nos technologies PC-DAC^{MC} systémiques à de multiples médicaments candidats et entreprendre le développement clinique de ces médicaments candidats jusqu'à un stade de maximisation de la valeur pour les actionnaires au moyen d'alliances stratégiques visant à faire progresser le développement et la commercialisation éventuelle des médicaments candidats en question.

Produits d'exploitation

Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas tiré de produits d'exploitation de la vente de produits. Nos produits d'exploitation proviennent du revenu d'intérêts tiré des réserves de trésorerie et des ententes de collaboration en matière de recherche. Nous avons établi à ce jour un certain nombre d'ententes de collaboration en matière de recherche à l'égard de divers produits. Nous visons à conclure des ententes de collaboration élargies qui prévoient généralement des paiements forfaitaires uniques et des paiements d'étape à la réalisation d'objectifs précis.

Crédits d'impôt à l'investissement

Étant donné que nous sommes une société ouverte, les crédits d'impôt à l'investissement du gouvernement fédéral pour les dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental («RS&DE») admissibles ne sont pas remboursables et sont calculés à un taux de 20 %. Ces crédits d'impôt à l'investissement peuvent être appliqués pour réduire les impôts futurs à payer et peuvent être reportés en avant sur une période de 20 ans. Les dépenses de RS&DE admissibles engagées au Québec donnent droit aux crédits d'impôt remboursables du Québec à un taux de 37,5 % sur les deux premiers millions de dollars de dépenses admissibles et de 17,5 % sur les charges admissibles restantes, et comprennent les paiements effectués au Québec à l'égard de la main-d'œuvre et des contrats de RS&DE, déduction faite de l'aide gouvernementale et non gouvernementale obtenue dans le cadre du programme de RS&DE. Cependant, 50 % seulement des paiements versés aux sous-traitants sans lien de dépendance sont admissibles aux crédits d'impôt du Québec.

Recherche et développement

Nos frais de recherche et de développement se composent principalement des honoraires versés à des fournisseurs de services externes, des coûts de fabrication, des coûts et des fournitures de laboratoire visant les installations et le matériel ainsi que des frais liés au personnel. La majorité de nos frais de recherche et de développement engagés au cours des périodes de neuf mois terminées les 31 juillet 2009 et 2008 ont trait au développement du PC-DAC^{MC}:Exendin-4. Nous planifions établir un partenariat avec un tiers bénéficiant de l'expertise et des ressources nécessaires pour aider à poursuivre le développement et la commercialisation du PC-DAC^{MC}:Exendin-4. Nos frais de recherche et de développement ont varié considérablement d'une période à l'autre dans le passé, ce qui se reproduira vraisemblablement dans l'avenir étant donné qu'ils sont touchés par l'avancement de nos programmes de développement.

Nous avons également l'intention de financer le passage d'autres médicaments candidats au stade de développement préclinique et clinique.

Principaux projets

Notre principal produit candidat, le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, est actuellement au stade de développement clinique de phase II. Ce produit candidat devra passer d'autres essais cliniques et obtenir l'approbation des organismes de réglementation avant de générer des produits d'exploitation constants et importants. Les coûts liés à l'achèvement de ces essais cliniques et à l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation sont considérables et, sous réserve de la conclusion d'ententes d'octroi de licences, les frais liés à ce processus risquent de faire grimper nos frais de recherche et de développement au cours des prochains exercices.

En 2008, nous avons fait passer PC-Insulin au stade des essais précliniques et avons l'intention de soumettre une demande de Drogue nouvelle de recherche («DNR») pour ce composé. PC-Insulin est une insuline de base convenant potentiellement aux patients atteints de diabète de type I ou de type II. PC-Insulin est en cours de développement pour offrir des avantages sur les thérapies d'insuline de base qui peuvent montrer des niveaux de fluctuation cliniquement appropriés, mais qui ne conduisent pas toujours à une action adéquate d'insuline pour une période complète de 24 heures. Développé avec la technologie brevetée PC-DAC^{MC} de ConjuChem, PC-Insulin est une insuline recombinante à effet prolongé et plus constante qui est fixée par liaison covalente à l'albumine humaine recombinante (**Recombunin®**, produite par Novozymes Biopharma).

Nous comptons également un certain nombre d'autres programmes de recherche et de développement précliniques visant la découverte et le développement de nouveaux produits thérapeutiques. Ces programmes font partie intégrante de nos activités normales de recherche et de développement et, tant que des produits candidats ne sont pas découverts, aucune dépense importante n'est prévue à l'égard de ces projets dans le prochain exercice.

Information sectorielle

Nos activités portent sur un seul secteur, axé sur la découverte et le développement de thérapeutiques nouvelles. En outre, nous tirons des intérêts du placement des liquidités dont nous disposons. Nous exerçons nos activités dans une seule installation canadienne, et tous nos actifs sont situés au Canada.

CONVENTIONS ET ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Dans la préparation de nos états financiers, nous devons faire des estimations et poser des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur la présentation d'informations sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges des périodes visées. Nous avons relevé les conventions comptables suivantes pour lesquelles, à notre avis, la direction doit formuler des jugements subjectifs et faire souvent des estimations sur l'incidence de questions qui sont fondamentalement incertaines et qui peuvent varier dans les périodes subséquentes. Nos résultats réels pourraient différer de ces estimations, et ces différences pourraient être importantes.

Constatation des produits d'exploitation

Nous constatons les produits d'exploitation tirés des diverses ententes de collaboration en matière de recherche à mesure que les services prévus sont rendus ou que les étapes sont franchies conformément aux modalités de chaque entente. Les paiements forfaitaires uniques pour l'utilisation de la technologie lorsque des services additionnels doivent être rendus ou que des honoraires doivent être reçus à la signature des ententes de collaboration en matière de recherche sont constatés au cours de la période de réalisation des activités connexes. Cette période est fondée sur des prévisions et exige que nous fassions des estimations sur des événements futurs. Ces estimations peuvent différer considérablement des résultats réels, ce qui peut nous obliger à modifier la période de constatation. Les montants reçus avant la constatation des produits d'exploitation sont présentés comme des produits constatés d'avance. Les paiements d'étape sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

Dépréciation des actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les autres actifs à long terme font l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'un événement ou qu'un changement de situation indique que la valeur comptable d'un actif peut ne pas être recouvrable. La perte de valeur est mesurée d'après la valeur comptable d'un actif par rapport à ses flux de trésorerie non actualisés nets futurs prévus qui devraient résulter de son utilisation, plus sa valeur résiduelle (valeur de recouvrement nette). Si le test de dépréciation révèle que ces actifs ont perdu de la valeur, la perte de valeur à constater est mesurée d'après l'excédent de la valeur comptable des actifs sur leur juste valeur. Toute perte de valeur entraîne une moins-value des actifs et est imputée aux résultats. Les flux de trésorerie futurs prévus et les justes valeurs sont déterminés selon des estimations qui peuvent varier. Pour la période de neuf mois considérée, aucun rajustement de la valeur des actifs n'a été nécessaire.

Crédits d'impôt à l'investissement remboursables

Nous engageons des frais de recherche et de développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement remboursables. Les crédits d'impôt à l'investissement sont établis en fonction de notre estimation des montants qui devraient être recouverts et qui peuvent faire l'objet d'une vérification ou d'une nouvelle cotisation par les autorités fiscales. Par conséquent, ces montants peuvent varier sensiblement.

Provision pour moins-value des actifs d'impôts futurs

Nous n'avons pas constaté d'économies liées aux actifs d'impôts futurs en ce qui a trait aux pertes d'exploitation subies et aux frais de recherche et de développement engagés. Nous avons supposé, d'après nos résultats historiques et nos prévisions de bénéfices imposables futurs, que les avantages fiscaux connexes ne devraient vraisemblablement pas se réaliser. La mise en œuvre de stratégies de planification fiscale ou la production de bénéfices imposables futurs pourrait entraîner la constatation d'une partie ou de la totalité de ces économies, ce qui pourrait grandement améliorer nos résultats d'exploitation grâce au recouvrement d'impôts futurs.

Rémunération à base d'actions

Les hypothèses qui influent sur notre évaluation de la juste valeur des options d'achat d'actions comprennent le calcul du facteur de volatilité et la durée de vie des options émises, deux éléments qui exigent que nous posions des hypothèses à l'égard d'événements futurs et qui ont une incidence directe sur l'établissement de la rémunération à base d'actions.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1^{er} novembre 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»).

Le chapitre 1400, intitulé «Normes générales de présentation des états financiers», a été modifié afin d'inclure des exigences pour la direction visant l'évaluation et la communication de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

Le chapitre 3064, intitulé «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplace le chapitre 3062, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450, «Frais de recherche et de développement», établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

Prises de position comptables récentes

En janvier 2009, l'ICCA a publié dans son *Manuel* le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», qui remplace le chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Le chapitre 1582 établit des normes de comptabilisation des regroupements d'entreprises qui correspondent à la norme pertinente des IFRS. Le chapitre 1582 s'applique aux regroupements d'entreprises de la Société pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. L'adoption anticipée de ce chapitre est permise. Selon la Société, l'adoption du présent chapitre n'aura pas d'incidence importante sur ses états financiers.

En mars 2009, le Conseil des normes comptables a annoncé que des améliorations seraient apportées aux informations à fournir sur les instruments financiers. Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers — informations à fournir», a été modifié afin d'y apporter des précisions sur les exigences relatives aux échéances des passifs financiers et à l'information à fournir sur la gestion des risques d'illiquidité d'une entité. La Société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Variation des résultats d'exploitation

Nos résultats d'exploitation ont varié considérablement d'un exercice à l'autre par le passé, ce qui se reproduira vraisemblablement dans l'avenir.

Nous prévoyons que nos résultats d'exploitation trimestriels et annuels seront influencés dans un avenir prévisible par plusieurs facteurs, y compris nos efforts en matière de recherche, les modifications éventuelles apportées aux installations et à l'effectif ainsi que le calendrier et l'évolution des dépenses liées à nos programmes de développement. En raison de ces variations, nous croyons que les comparaisons d'un exercice à l'autre de nos résultats d'exploitation ne sont pas représentatives de notre rendement futur.

Information financière trimestrielle (non vérifié)

Les principales informations financières présentées ci-dessous sont tirées des états financiers trimestriels non vérifiés de la Société pour les huit derniers trimestres, chacun couvrant une période de trois mois.

	31 juillet 2009	30 avril 2009	31 janvier 2009	31 octobre 2008	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 octobre 2007
	(en milliers de dollars, sauf le résultat par action)							
Produits d'exploitation								
Produits d'exploitation tirés de contrats	14	15	—	—	9	25	27	45
Revenu d'intérêts	16	32	106	195	306	376	573	876
Perte nette	(1 413)	(6 079)	(5 828)	(10 915)	(8 737)	(7 925)	(11 841)	(6 490)
Perte de base par action	(0,01)	(0,02)	(0,02)	(0,04)	(0,04)	(0,03)	(0,05)	(0,03)

Notre revenu d'intérêts varie d'un trimestre à l'autre en fonction du calendrier de nos initiatives financières, tandis que la perte nette a varié en fonction du calendrier de nos initiatives d'essais cliniques et des dépenses de fabrication. La perte de base par action a diminué par rapport aux périodes précédentes, en raison de l'achèvement en novembre 2008 des essais cliniques de phase II sur notre composé PC-DAC^{MC}:Exendin-4.

NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 JUILLET 2009 PAR RAPPORT AUX NEUF MOIS TERMINÉS LE 31 JUILLET 2008

La perte nette pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 s'est élevée à 13,3 millions de dollars, contre 28,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Le recul de la perte nette est imputable principalement à la diminution de la charge de désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et des intérêts en raison du remboursement anticipé des billets de premier rang non garantis convertibles au cours de la période de neuf mois de l'exercice 2008, d'une réduction des frais de recherche et de développement de 6,6 millions de dollars, d'une écriture de contrepassation au titre des provisions d'impôt par suite d'une vérification fiscale et d'une écriture de contrepassation au titre d'une retenue d'impôt éventuelle au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009.

Produits d'exploitation

Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, les produits d'exploitation ont été tirés principalement des intérêts sur les placements. Nous avons constaté un bénéfice tiré d'une collaboration en matière de recherche et engendré des produits de 60 731 \$ au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, contre des produits de 29 032 \$ tirés d'une collaboration en matière de recherche pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009. La Société a comptabilisé un revenu d'intérêts sur l'encaisse et les placements atteignant 154 289 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, contre 1 254 657 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. La baisse du revenu d'intérêts a découlé de la réduction du portefeuille de placements combinée à un glissement généralisé des taux du marché.

Recherche et développement

Le montant brut des frais de recherche et de développement s'est établi à 8,6 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, en regard de 15,2 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Cette diminution est attribuable à l'achèvement des essais cliniques de phase II du PC-DAC^{MC}:Exendin-4 en novembre 2008.

Les crédits d'impôt à l'investissement ont été évalués à 2,8 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à des crédits d'impôt à l'investissement de 300 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. La hausse en 2009 découle du fait que la Société a procédé à une écriture de contrepassation au titre des provisions d'impôt à l'égard des crédits d'impôt pour les frais de RS&DE par suite d'une vérification fiscale réalisée au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009. Ces crédits d'impôt à l'investissement peuvent faire l'objet d'une vérification par les autorités fiscales. Les montants constatés en 2009 ont été comptabilisés en diminution des frais de recherche et de développement.

Les frais de recherche et de développement représentent la majorité des dépenses générales de ConjuChem. Grâce à un effort concerté visant à valider notre technologie, nous comptons obtenir, en 2009, une licence pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, notre principal composé contre le diabète. Nous avons aussi l'intention de faire avancer un ou plusieurs autres composés au cours de 2009. Ces initiatives de recherche et de développement auront une incidence directe sur nos frais de recherche et de développement, lesquels devraient diminuer par comparaison à l'exercice 2008 au cours duquel nous avons mené de multiples essais de phase II dont les résultats définitifs ont été publiés en février 2009.

Frais d'administration

Les frais d'administration se sont élevés à 2,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 4,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Cette diminution des frais d'administration est principalement attribuable aux frais liés au remboursement anticipé des billets de premier rang non garantis convertibles au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 et à une écriture de contrepassation au titre d'une retenue d'impôt éventuelle au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009.

Nous réitérons notre engagement à maintenir les normes les plus élevées qui soient en matière de gouvernance et continuons d'affecter des ressources à cette fin, ce qui, selon nous, est primordial pour conserver la confiance des actionnaires.

Amortissement et service de la dette

La dotation aux amortissements a diminué pour atteindre 128 734 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, en regard de 172 897 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Cette diminution est liée au solde dégressif des immobilisations sur lequel l'amortissement est calculé.

La charge de désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et des intérêts s'est établie à néant pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 5,5 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Le fléchissement résulte du remboursement anticipé des billets de premier rang non garantis convertibles au cours de la période de neuf mois de l'exercice 2008. La désactualisation, élément hors trésorerie, dépend de la répartition théorique entre les composantes dette et capitaux propres des billets de premier rang non garantis convertibles, et représente la désactualisation accélérée de la valeur comptable de la composante dette jusqu'à son rachat le 30 novembre 2007.

La charge de désactualisation de la valeur comptable des débetures subordonnées non garanties convertibles et des intérêts s'est fixée à 3,4 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 2,7 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Les débetures ont été émises en décembre 2007.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions s'est élevée à 2,1 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à 2,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. L'augmentation enregistrée au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 tient à l'acquisition anticipée des droits de certaines options. Elle a toutefois été contrebalancée par l'extinction des options des employés remerciés.

Perte de change

La conversion des devises a donné lieu à une perte de 55 167 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, en regard d'une perte de 251 818 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. La majorité des dépenses liées aux essais cliniques sont engagées en dollars américains et certaines, en livres sterling, et la baisse de la perte subie pour la période considérée est attribuable en partie à la diminution de la valeur du dollar américain, ce qui crée un effet favorable sur nos dépenses de la conversion nécessaire de dollars canadiens en devises à divers moments au cours de la période.

TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2009 PAR RAPPORT AU TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 JUILLET 2008

La perte nette pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 s'est élevée à 1,4 million de dollars, contre 8,7 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. La baisse de la perte nette est principalement attribuable à un recul des frais de recherche et de développement de 4,6 millions de dollars, à une diminution de 1,7 million de dollars des frais d'administration, à une écriture de contrepassation au titre des provisions d'impôts par suite d'une vérification fiscale et à une écriture de contrepassation au titre d'une retenue d'impôt éventuelle au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009.

Produits d'exploitation

Nous avons constaté un bénéfice tiré d'une collaboration en matière de recherche et engendré des produits de 8 827 \$ au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, contre des produits de 13 589 \$ tirés d'une collaboration en matière de recherche pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009. La Société a comptabilisé un revenu d'intérêts sur l'encaisse et les placements atteignant 15 772 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, contre 306 076 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. La baisse du revenu d'intérêts a découlé de la réduction du portefeuille de placements combinée à un glissement généralisé des taux du marché.

Recherche et développement

Le montant brut des frais de recherche et de développement s'est établi à 1,5 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, en regard de 6,2 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. Cette diminution est attribuable à l'achèvement des essais cliniques de phase II du PC-DAC^{MC}:Exendin-4 en novembre 2008.

Les crédits d'impôt à l'investissement ont été évalués à 1 467 174 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à des crédits d'impôt à l'investissement de 100 000 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. La hausse des crédits d'impôt à l'investissement tient au fait que la Société a procédé à une écriture de contrepassation au titre des provisions d'impôt à l'égard des crédits d'impôt pour les frais de RS&DE par suite d'une vérification fiscale. Les montants constatés en 2009 ont été comptabilisés en diminution des frais de recherche et de développement.

Les frais de recherche et de développement représentent la majorité des dépenses générales de ConjuChem. Grâce à un effort concerté visant à valider notre technologie, nous comptons obtenir, en 2009, une licence pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4, notre principal composé contre le diabète. Nous avons aussi l'intention de faire avancer un ou plusieurs autres composés au cours de 2009. Ces initiatives de recherche et de développement auront une incidence directe sur nos frais de recherche et de développement, lesquels devraient diminuer par comparaison à

l'exercice 2008 au cours duquel nous avons mené de multiples essais de phase II dont les résultats définitifs ont été publiés en février 2009.

Frais d'administration

Les frais d'administration reflètent un recouvrement de 452 509 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à une charge de 1,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. La baisse des frais d'administration pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 est en grande partie attribuable à la contrepassation d'une retenue d'impôt éventuelle et au recul de la rémunération et des avantages connexes au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009.

Nous réitérons notre engagement à maintenir les normes les plus élevées qui soient en matière de gouvernance et continuons d'affecter des ressources à cette fin, ce qui, selon nous, est primordial pour conserver la confiance des actionnaires.

Amortissement et service de la dette

La dotation aux amortissements a diminué pour atteindre 41 271 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, en regard de 57 873 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. Cette diminution est liée au solde dégressif des immobilisations sur lequel l'amortissement est calculé.

La charge de désactualisation de la valeur comptable des débetures subordonnées non garanties convertibles et des intérêts s'est fixée à 1,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à 1,0 million de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. Les débetures ont été émises en décembre 2007. La désactualisation, élément hors trésorerie, dépend de la répartition théorique entre les composantes dette et capitaux propres des billets de premier rang non garantis convertibles, et représente la désactualisation accélérée de la valeur comptable de la composante dette jusqu'à son rachat le 30 novembre 2007.

Rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009 s'est élevée à 681 835 \$, en regard de 643 099 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. Cette hausse au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009 est imputable à l'acquisition par anticipation des droits de certaines options et a été contrebalancée par l'extinction des options des employés remerciés.

Gain (perte) de change

La conversion des devises a donné lieu à un gain de 62 125 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2009, comparativement à une perte de 60 543 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008. La majorité des dépenses liées aux essais cliniques sont engagées en dollars américains, et le gain pour la période découle de l'effet favorable sur nos dépenses de la conversion nécessaire de dollars canadiens en devises à divers moments au cours de l'exercice.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 31 juillet 2009, le fonds de roulement s'élevait à 2,5 millions de dollars. Les fonds affectés aux activités d'exploitation pour la période de neuf mois de 2009 ont totalisé 16,3 millions de dollars, contre 18,5 millions de dollars pour la période de neuf mois de 2008. Les fonds ont été utilisés principalement pour faire progresser les essais cliniques de phase II du PC-DAC^{MC}:Exendin-4.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement ont atteint 15,4 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, comparativement à des flux de trésorerie affectés à ces activités de 69,0 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, en raison surtout des fonds affectés aux activités d'exploitation et, au premier trimestre de 2008, du remboursement des billets de premier rang non garantis convertibles. Le produit net provenant des acquisitions, des cessions et de l'échéance des placements a atteint 15,3 millions de dollars pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, contre 69,0 millions de dollars pour la période de neuf mois correspondante de l'exercice précédent.

Le produit net provenant de la vente d'immobilisations corporelles pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 s'est établi à 49 317 \$ comparativement à des dépenses en immobilisations de 12 269 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. Au cours de l'exercice 2009, nous ne prévoyons pas faire d'acquisitions importantes d'immobilisations.

Les flux de trésorerie affectés à des activités de financement ont représenté un montant de 653 325 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, par rapport au montant de 37,8 millions de dollars généré pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008. En novembre 2008, nous avons remboursé les billets de premier rang non garantis convertibles totalisant 45 000 000 \$, majorés des intérêts courus de 13 006 914 \$, pour un montant total de 58 006 914 \$.

Au 31 juillet 2009, nos débiteurs totalisaient 1 013 069 \$ et tenaient compte des remboursements de retenues d'impôt pour marchandises. Les créditeurs et charges à payer ont diminué, pour passer de 10,1 millions de dollars au 31 octobre 2008 à 3,8 millions de dollars au 31 juillet 2009, en raison du calendrier des décaissements liés aux activités de développement clinique et à une écriture de contrepassation au titre des provisions d'impôt. Au 31 juillet 2009, les créditeurs et charges à payer étaient composés de fournisseurs, de charges à payer et de diverses charges d'impôts.

Au 31 juillet 2009, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements atteignaient 4,3 millions de dollars, et les débiteurs et crédits d'impôt à l'investissement s'élevaient à 1,7 million de dollars. Après la fin du trimestre, nous avons aussi obtenu un nouveau capital non dilutif d'un montant brut de 5,0 millions de dollars. Au 31 octobre 2008, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme s'élevaient à 21,1 millions de dollars. Les activités de placement liées aux liquidités sont assujetties à la politique de placement de ConjuChem, laquelle est surveillée par le conseil d'administration. La Société n'investit que dans des titres de placement liquides de qualité supérieure à échéances diverses, choisis en fonction du calendrier prévu des dépenses devant être effectuées dans le cadre des activités poursuivies et en fonction des taux d'intérêt en vigueur. En date du 31 juillet 2009, ConjuChem avait des placements dans quatre grandes sociétés canadiennes, toutes des banques à charte, dont les montants variaient de quelque 100 000 \$ à 2,0 millions de dollars. Au 9 septembre 2009, nous n'avions aucun placement dans du papier commercial adossé à des actifs («PCAA») non bancaire. Nous croyons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, nos titres négociables et notre revenu d'intérêts seront suffisants pour poursuivre nos plans actuels en matière de recherche et de développement et d'exploitation pendant le deuxième trimestre de 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 1, intitulée «Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation», afférente aux états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société au 31 juillet 2009 et à la rubrique «Facteurs de risque» ci-après.

Arrangements hors bilan

Nos arrangements hors bilan sont présentés ci-après à la rubrique «Obligations contractuelles» et consistent en des contrats de location-exploitation. Outre ces engagements, qui sont considérés comme s'inscrivant dans le cours normal des affaires, nous n'avons aucun autre arrangement hors bilan et ne prévoyons pas en établir hors du cours normal des affaires dans un avenir rapproché.

Opérations avec des parties liées

Après l'émission des billets convertibles de série 1, l'associé directeur du fonds d'investissement responsable des porteurs de billets est devenu un administrateur de la Société; par conséquent, le fonds d'investissement est considéré comme une partie liée. Ce fonds d'investissement gère des sociétés d'investissement et détenait une tranche totale de 3,5 millions de dollars du montant en capital de 22 millions de dollars des débentures subordonnées non garanties convertibles en date du 31 juillet 2009.

Opérations projetées

Comme il a été mentionné ailleurs, nous comptons renforcer notre situation financière au moyen de diverses initiatives financières et d'éventuels contrats de licences. À l'heure actuelle, la Société ne participe à aucune opération de ce genre.

Instruments financiers

La Société n'a pas recours à des instruments de couverture du change.

Obligations contractuelles

Paiements exigibles par période (en milliers de dollars)				
	Moins de 12 mois	De 12 à 36 mois	De 37 à 60 mois	Total
Contrats de location-exploitation	284	20	2	306
Déventures subordonnées non garanties convertibles	—	20 330	—	20 330
Engagements d'achat	609	5 938	2 436	8 983

Au 31 juillet 2009, la Société n'avait pris aucun engagement relativement à des dépenses en immobilisations.

Données sur les actions en circulation

En date du 31 juillet 2009 et du 9 septembre 2009, le nombre d'actions ordinaires en circulation était de 250 651 168 et le nombre d'options d'achat d'actions en cours était de 23 158 680.

En outre, au 31 juillet 2009, la Société comptait 131 201 750 bons de souscription en circulation, dont les prix et les dates d'échéance sont présentés dans le tableau suivant :

Nombre de bons de souscription	Prix	Date d'échéance
96 826 750	1,00 \$	28 novembre 2009
34 375 000	0,25 \$	31 décembre 2011

Facteurs de risque

Le résultat d'exploitation, les perspectives commerciales et la situation financière de la Société peuvent faire l'objet d'un nombre de risques et d'incertitudes et sont touchés par un nombre de facteurs indépendants de la volonté ou de la direction de la Société. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la rubrique «Facteurs de risque» de la notice annuelle de la Société datée du 29 janvier 2009 (qui se trouve à l'adresse www.sedar.com). Au 31 juillet 2009, la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements totalisaient 4,3 millions de dollars. Nous croyons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, nos titres négociables et notre revenu d'intérêts seront suffisants pour poursuivre nos plans actuels en matière de recherche et de développement et d'exploitation pendant le quatrième trimestre de 2009. La Société ne peut pas garantir qu'un financement supplémentaire sera obtenu en temps opportun ou, le cas échéant, qu'il le sera à des conditions favorables. Plus particulièrement, compte tenu de nos besoins en matière de fonds supplémentaires dans un proche avenir et des défis posés par l'obtention d'un financement dans le cadre des conditions actuelles de marché, notre capacité à poursuivre notre exploitation pourrait être mise en péril, ou nous pourrions devoir réduire nos activités. Voir la note 1, intitulée «Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation», afférente aux états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société au 31 juillet 2009.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le président et chef de la direction et le vice-président, finances portant notamment sur la conception et l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En outre, au 31 juillet 2009, une évaluation de la conception et de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière, au sens du Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, avait été effectuée afin de fournir l'assurance raisonnable que la présentation de l'information financière est fiable et que nous nous conformons aux PCGR dans la

préparation des états financiers. Selon cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président, finances attestent que la conception du contrôle interne à l'égard de l'information financière était efficace.

Les contrôles internes, peu importe la qualité de leur conception, ont des limites, dont la possibilité d'une erreur humaine ou le risque que l'on circonviennent ou outrepassent les contrôles et procédures en place. Ainsi, rien ne garantit que nos contrôles et procédures de communication de l'information financière ou notre contrôle interne à l'égard de l'information financière puissent prévenir toutes les erreurs ou fraudes.

Aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 qui ait influé de façon importante, ou pouvant influencer de façon importante, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

Événement postérieur à la date du bilan

Le 8 juillet 2009, l'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale a conclu une convention avec le Fonds de revenu Colabor, une fiducie de revenu située au Québec, visant la restructuration de la Société et l'apport de liquidités additionnelles importantes sous la forme d'un nouveau capital non dilutif de 5 000 000 \$. Le total des coûts d'opération est estimé à environ 700 000 \$, dont une tranche de 650 000 \$ avait été engagée en date du 31 juillet 2009 et comptabilisée à titre d'autres actifs au bilan de la Société. Ces coûts seront portés en réduction du produit au comptant de 5 000 000 \$ à la clôture. L'opération comportait une restructuration d'entreprise qui a été achevée le 25 août 2009 en vertu d'un plan d'arrangement sous surveillance judiciaire. L'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale a transféré ses actifs et ses passifs, y compris le produit de la présente opération, à une société filiale nouvellement constituée, soit 4523482 Canada Inc. («4523482»). À la clôture de l'opération, les actionnaires de l'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale ont échangé leurs actions sur la base d'une contre une contre des actions d'une société mère nouvellement constituée de 4523482, soit 4503996 Canada Inc. («4503996»), qui a par la suite été regroupée avec 4523482 aux fins d'établissement de la Société. La Société issue du regroupement exerce ses activités à titre d'entité ouverte et conserve la totalité des droits liés à la propriété intellectuelle comme avant l'opération. Dans le cadre du plan d'arrangement, les porteurs de parts du Fonds de revenu Colabor, depuis la clôture de l'opération, détiennent la totalité des actions de l'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale, y compris toutes les pertes résiduelles aux fins fiscales.

Biotechnologies ConjuChem Inc.**BILANS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS**[Voir la *note 1*, Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

Aux

	31 juillet 2009	31 octobre 2008
	\$	\$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	600 239	2 187 423
Placements	3 704 941	18 934 737
Débiteurs <i>[note 4]</i>	1 013 069	160 644
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir	680 000	542 000
Charges payées d'avance	278 195	229 006
Total de l'actif à court terme	6 276 444	22 053 810
Immobilisations corporelles	677 072	841 685
Actifs incorporels	6 942	11 108
Autres actifs <i>[note 8]</i>	653 325	—
	7 613 783	22 906 603
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer <i>[notes 4 et 7]</i>	3 803 428	10 080 463
Total du passif à court terme	3 803 428	10 080 463
Déventures subordonnées non garanties convertibles <i>[note 5]</i>	15 767 248	13 634 906
	19 570 676	23 715 369
Capitaux propres négatifs		
Capital social <i>[note 6]</i>	266 858 635	266 823 735
Bons de souscription <i>[note 6]</i>	10 817 394	10 817 394
Composante capitaux propres des déventures subordonnées non garanties convertibles	5 184 867	5 193 793
Surplus d'apport <i>[note 6]</i>	50 893 422	48 818 826
Déficit	(345 711 211)	(332 390 857)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	—	(71 657)
Total des capitaux propres négatifs	(11 956 893)	(808 766)
	7 613 783	22 906 603

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Au nom du conseil,



Administrateur



Administrateur

Biotechnologies ConjuChem Inc.

ÉTATS DU DÉFICIT INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

[Voir la *note 1*, Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
Déficit au début de la période	(344 298 290)	(312 739 566)	(332 390 857)	(292 973 699)
Perte nette de la période	(1 412 921)	(8 736 726)	(13 320 354)	(28 502 593)
Déficit à la fin de la période	(345 711 211)	(321 476 292)	(345 711 211)	(321 476 292)

Voir les notes afférentes aux états financiers.

Biotechnologies ConjuChem Inc.

**ÉTATS DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT
ÉTENDU INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS**

[Voir la *note 1*, Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet	31 juillet	31 juillet	31 juillet
	2009	2008	2009	2008
	\$	\$	\$	\$
PRODUITS				
Produits tirés de contrats	13 589	8 827	29 032	60 731
Revenu d'intérêts	15 772	306 076	154 289	1 254 657
	29 361	314 903	183 321	1 315 388
CHARGES				
Recherche et développement [note 1]	1 532 858	6 153 681	8 597 138	15 233 963
Crédits d'impôt à l'investissement [note 7]	(1 467 174)	(100 000)	(2 797 174)	(300 000)
Frais de recherche et de développement, montant net	65 684	6 053 681	5 799 964	14 933 963
Frais d'administration [notes 1 et 4]	(452 509)	1 198 403	2 058 651	3 996 354
Amortissement des immobilisations corporelles	39 882	55 411	124 568	165 511
Amortissement des actifs incorporels	1 389	2 462	4 166	7 386
Rémunération à base d'actions	681 835	643 099	2 074 596	2 015 937
Frais financiers	2 434	2 987	11 331	13 294
Perte (gain) de change	(62 125)	60 543	55 167	251 818
Désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et intérêts	—	—	—	5 504 427
Désactualisation de la valeur comptable des débetures subordonnées non garanties convertibles et intérêts	1 165 692	1 035 043	3 375 232	2 661 852
Perte sur le rachat des placements à long terme	—	—	—	267 439
	1 442 282	9 051 629	13 503 675	29 817 981
Perte nette de la période	(1 412 921)	(8 736 726)	(13 320 354)	(28 502 593)
AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Gain latent (perte latente) sur les placements	(528)	(17 631)	71 657	(14 899)
Résultat étendu de la période	(1 413 449)	(8 754 357)	(13 248 697)	(28 517 492)
Résultat de base et dilué par action	(0,01)	(0,04)	(0,05)	(0,12)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période	250 432 418	246 094 442	250 514 149	242 188 235

Voir les notes afférentes aux états financiers.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

[Voir la note 1, Nature de l'entreprise et incertitude quant à la continuité de l'exploitation]

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	31 juillet 2009	31 juillet 2008	31 juillet 2009	31 juillet 2008
	\$	\$	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Perte nette	(1 412 921)	(8 736 726)	(13 320 354)	(28 502 593)
Éléments sans effet sur la trésorerie :				
Amortissement des immobilisations corporelles	39 882	55 411	124 568	165 511
Amortissement des actifs incorporels	1 389	2 462	4 166	7 386
Amortissement de l'escompte sur les placements à long terme	—	—	—	(8 436)
Rémunération à base d'actions	681 835	643 099	2 074 596	2 015 937
Désactualisation de la valeur comptable des billets de premier rang non garantis convertibles et intérêts	—	—	—	5 504 427
Désactualisation de la valeur comptable des débiteures subordonnées non garanties convertibles	749 064	672 613	2 158 316	1 630 769
Gain sur le produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles	(4 019)	—	(9 272)	—
Perte sur le rachat des placements à long terme	—	—	—	267 439
	55 230	(7 363 141)	(8 967 980)	(18 919 560)
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation	(3 777 978)	(63 878)	(7 316 649)	462 379
Flux de trésorerie d'exploitation	(3 722 748)	(7 427 019)	(16 284 629)	(18 457 181)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisition de placements	(1 221 596)	(6 137 130)	(10 264 700)	(27 832 011)
Produit tiré de placements échus	3 488 708	15 823 221	25 566 153	37 338 629
Acquisition de placements à long terme	—	—	—	(167 037)
Produit tiré du rachat de placements à long terme	—	—	—	59 644 132
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 486)	(1 318)	(13 138)	(11 090)
Produit tiré de la vente d'immobilisations corporelles	21 065	—	62 455	—
Acquisition d'actifs incorporels	—	—	—	(1 179)
Flux de trésorerie d'investissement	2 286 691	9 684 773	15 350 770	68 971 444
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement de billets de premier rang non garantis convertibles	—	—	—	(58 006 914)
Émission de débiteures subordonnées non garanties convertibles	—	—	—	22 000 000
Frais d'émission payés au comptant	—	—	—	(1 764 414)
Augmentation des autres actifs	(653 325)	—	(653 325)	—
Flux de trésorerie de financement	(653 325)	—	(653 325)	(37 771 328)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période				
	(2 089 382)	2 257 754	(1 587 184)	12 742 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 689 621	11 720 885	2 187 423	1 235 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	600 239	13 978 639	600 239	13 978 639
Information supplémentaire sur les flux de trésorerie :				
Intérêts payés	912 568	892 926	1 727 229	13 899 840

Voir les notes afférentes aux états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 juillet 2009

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Nature de l'entreprise

Biotechnologies ConjuChem Inc. [«ConjuChem» ou la «Société»], société de biotechnologie qui exploite une seule unité d'exploitation dans son installation canadienne, s'occupe principalement du développement et de l'utilisation de sa technologie de bioconjugaison afin de mettre au point des médicaments thérapeutiques. La Société conclut des contrats avec des entreprises auxquelles elle cède le droit exclusif d'utiliser certaines de ses technologies et de développer certains médicaments. En 2008 et en 2009, la totalité des produits que la Société a tirés des contrats provenait de clients américains. Tous les actifs de la Société sont situés au Canada.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les présents états financiers ont été dressés par la direction suivant le principe de la continuité de l'exploitation, lequel suppose que la Société continuera de mener ses activités dans un avenir prévisible et sera en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses obligations et engagements dans le cours normal des affaires. L'utilisation de ce principe pourrait ne pas convenir puisque, en date du 31 juillet 2009, il existait une incertitude importante quant à la capacité de la Société à poursuivre ses activités sans réunir de fonds supplémentaires.

La Société a enregistré d'importantes pertes d'exploitation depuis sa création et, au 31 juillet 2009, le déficit s'élevait à 345 711 211 \$ et l'insuffisance de l'actif, à 11 956 893 \$. De plus, le niveau prévu des dépenses de la Société pour les 12 prochains mois excède les sources de fonds engagées ainsi que la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements en caisse en date du 31 juillet 2009, bien qu'une restructuration de l'entreprise postérieure à la fin du trimestre ayant généré un capital non dilutif d'un montant brut de 5 000 000 \$ ait amélioré de façon marquée la situation de trésorerie. À ce jour, la Société a financé ses besoins de liquidités principalement au moyen de l'émission d'actions ordinaires, de billets non garantis convertibles et de débentures ainsi que de crédits d'impôt à l'investissement. La poursuite des activités de la Société dépend de sa capacité à réunir des fonds supplémentaires. À l'heure actuelle, la Société cherche à obtenir d'autres fonds pour financer ses activités d'exploitation. La direction étudie toutes les options de financement, y compris le financement par actions, les ententes de refinancement, le financement sans effet dilutif, la collaboration interentreprises et les ententes sur l'octroi de licences. Rien ne garantit qu'un financement supplémentaire sera obtenu en temps opportun ou qu'il le sera à des conditions favorables pour la Société. Si la Société ne peut mobiliser des fonds supplémentaires, la direction pourrait devoir restreindre ses activités.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 juillet 2009

1. NATURE DE L'ENTREPRISE ET INCERTITUDE QUANT À LA CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION [suite]

Les présents états financiers intermédiaires de la période terminée le 31 juillet 2009 ne tiennent pas compte de tout rajustement apporté aux montants et au classement des actifs et des passifs qui pourrait être nécessaire si la Société se révélait incapable de poursuivre ses activités. Ces rajustements pourraient être importants.

Consolidation des activités

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, la Société a effectué une consolidation de ses activités, en concentrant ses efforts sur l'association à un partenaire pour le PC-DAC^{MC}:Exendin-4 et le développement de PC-Insulin, une insuline de base à effet prolongé au stade des essais précliniques. La Société est aussi à la recherche d'un partenaire pour le programme de PC-Insulin. La restructuration comprenait une réduction de l'effectif d'environ 50 %. Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2009, la Société a comptabilisé des charges liées aux indemnités de départ de 582 465 \$, dont 296 245 \$ ont été comptabilisés à titre de frais de recherche et de développement et 286 220 \$, à titre de frais d'administration. Aucune charge additionnelle n'a été engagée dans le cadre de la consolidation des activités au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009. Au 31 juillet 2009, il restait un passif de 34 497 \$.

2. MODE DE PRÉSENTATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada applicables aux états financiers intermédiaires. Ainsi, ils ne comprennent pas toute l'information requise par les PCGR du Canada pour les états financiers annuels vérifiés et doivent être lus avec les états financiers vérifiés de la Société et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 31 octobre 2008.

L'information relative au bilan au 31 octobre 2008 est tirée des états financiers vérifiés de la Société. Les conventions comptables qui sous-tendent les présents états financiers intermédiaires sont présentées aux notes 2 et 3 afférentes aux états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2008 et mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 juillet 2009

3. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

En date du 1^{er} novembre 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»).

Le chapitre 1400, intitulé «Normes générales de présentation des états financiers», a été modifié afin d'inclure des exigences pour la direction visant l'évaluation et la communication de la capacité d'une entité à poursuivre son exploitation. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

Le chapitre 3064, intitulé «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», qui remplace le chapitre 3062, «Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels», et le chapitre 3450, «Frais de recherche et de développement», établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. L'adoption de ce chapitre n'a pas eu d'incidence sur les états financiers intermédiaires non vérifiés de la Société.

Prises de position comptables récentes

En janvier 2009, l'ICCA a publié dans son *Manuel* le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», qui remplace le chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises». Le chapitre 1582 établit des normes de comptabilisation des regroupements d'entreprises qui correspondent à la norme pertinente des IFRS. Le chapitre 1582 s'applique aux regroupements d'entreprises de la Société pour lesquels la date d'acquisition est le 1^{er} janvier 2011 ou après cette date. L'adoption anticipée de ce chapitre est permise. Selon la Société, l'adoption du présent chapitre n'aura pas d'incidence importante sur ses états financiers.

En mars 2009, le Conseil des normes comptables a annoncé que des améliorations seraient apportées aux informations à fournir sur les instruments financiers. Le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, «Instruments financiers — informations à fournir», a été modifié afin d'y apporter des précisions sur les exigences relatives aux échéances des passifs financiers et à l'information à fournir sur la gestion des risques d'illiquidité d'une entité. Ces modifications sont applicables aux états financiers annuels pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2009. La Société évalue présentement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers.

Biotechnologies ConjuChem Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 juillet 2009

4. DÉBITEURS

	2008	2009
	\$	\$
Débiteurs liés aux contrats de recherche	12 930	–
Montants à recevoir des employés	19 334	80 569
Taxes à la consommation à recevoir	99 913	80 075
Retenue d'impôt à recevoir	880 892	
	<u>1 013 069</u>	<u>160 644</u>

Comme il est indiqué dans les états financiers annuels de l'exercice terminé le 31 octobre 2008, au moyen des estimations des dirigeants, la Société a comptabilisé une charge de 1 335 200 \$ liée à une retenue d'impôt éventuelle (incluant intérêts et pénalités) au paiement de l'intérêt, le 30 novembre 2007, sur les billets de premier rang non garantis convertibles de la Société. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, dans le cadre du programme des divulgations volontaires, les estimations de la Société ont été modifiées, ce qui a entraîné une contrepassation d'une partie de cette charge, soit 1 257 000 \$, dans les frais d'administration. La Société a versé un montant de 995 000 \$ à l'Agence du revenu du Canada au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2009, montant qui est supérieur à l'estimation par les dirigeants du risque résiduel. Par conséquent, un montant de 880 892 \$ a été comptabilisé dans les débiteurs.

5. DÉBENTURES SUBORDONNÉES NON GARANTIES CONVERTIBLES

Le détail de la valeur comptable des débentures subordonnées non garanties convertibles au 31 juillet 2009 figure ci-dessous :

	\$
Juste valeur à l'émission	13 500 000
Charge de désactualisation cumulée	3 789 820
Moins : Tranche non amortie des coûts de financement reportés	(497 799)
Moins : Tranche de la valeur comptable attribuable aux 1 670 unités converties en actions ordinaires	(1 024 773)
Solde au 31 juillet 2009	<u>15 767 248</u>

Les débentures portent intérêt à un taux de 8,0 % payable semestriellement et viennent à échéance le 31 décembre 2010.

Biotechnologies ConjuChem Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 juillet 2009

6. CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS

Capital social

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires

Émis et en circulation

	Nombre d'actions ordinaires #	Capital social \$
Solde au 31 octobre 2008	250 432 418	266 823 735
Émis à la conversion de 35 unités de débetures subordonnées non garanties convertibles	218 750	34 900
Solde au 31 juillet 2009	250 651 168	266 858 635

Surplus d'apport

	\$
Solde au 31 octobre 2008	48 818 826
Charge de rémunération à base d'actions pour la période de neuf mois	2 074 596
Solde au 31 juillet 2009	50 893 422

Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation au 31 juillet 2009 se présentent comme suit :

Prix d'exercice (\$)	Nombre en circulation	Nombre moyen pondéré de mois jusqu'à l'échéance
1,00	96 826 750	4
0,25	34 375 000	29
	131 201 750	

**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS**

31 juillet 2009

6. CAPITAUX PROPRES NÉGATIFS [suite]

Régime d'options d'achat d'actions

Les changements au nombre d'options d'achat d'actions attribuées par la Société et leur prix d'exercice moyen pondéré pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 sont les suivants :

	#	\$
Solde au 31 octobre 2008	23 848 443	0,69
Attribuées	200 000	0,11
Frappées d'extinction	(889 763)	1,19
Solde au 31 juillet 2009	23 158 680	0,67
Options exerçables à la fin de la période	15 173 493	0,81

Une charge de rémunération de 2 074 596 \$ [2 015 937 \$ en 2008] a été comptabilisée pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009 au titre des options d'achat d'actions, et un montant correspondant a été crédité au surplus d'apport. La juste valeur des options attribuées a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2009 \$	2008 \$
Dividende prévu	0,0 %	0,0 %
Volatilité	124,8 %	129,4 %
Taux d'intérêt sans risque	1,8 %	3,1 %
Durée de vie prévue des options en années	5	5
Juste valeur moyenne pondérée des options à la date d'attribution	0,08 \$	0,09 \$

Résultat dilué par action

Aucune option ni aucun bon de souscription en cours ou en circulation aux 31 juillet 2009 et 2008 n'a été inclus dans le calcul du résultat dilué par action, parce que tous ces titres auraient un effet antidilutif.

7. CRÉDITS D'IMPÔT À L'INVESTISSEMENT

À la suite de la vérification fiscale réalisée au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2009, la Société a procédé à une écriture de contrepassation de 2 087 000 \$ au titre des provisions d'impôt à l'égard des crédits d'impôt à l'investissement. Par conséquent, les créditeurs et les charges à payer ont diminué du même montant.

Biotechnologies ConjuChem Inc.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES NON VÉRIFIÉS

31 juillet 2009

8. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 8 juillet 2009, l'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale a conclu une convention avec le Fonds de revenu Colabor, une fiducie de revenu située au Québec, visant la restructuration de la Société et l'apport de liquidités additionnelles importantes sous la forme d'un nouveau capital non dilutif de 5 000 000 \$. Le total des coûts d'opération est estimé à environ 700 000 \$, dont une tranche de 650 000 \$ avait été engagée en date du 31 juillet 2009 et comptabilisée à titre d'autres actifs au bilan de la Société. Ces coûts seront portés en réduction du produit au comptant de 5 000 000 \$ à la clôture. L'opération comportait une restructuration d'entreprise qui a été achevée le 25 août 2009 en vertu d'un plan d'arrangement sous surveillance judiciaire. L'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale a transféré ses actifs et ses passifs, y compris le produit de la présente opération, à une société filiale nouvellement constituée, soit 4523482 Canada Inc. («4523482»). À la clôture de l'opération, les actionnaires de l'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale ont échangé leurs actions sur la base d'une contre une contre des actions d'une société mère nouvellement constituée de 4523482, soit 4503996 Canada Inc. («4503996»), qui a par la suite été regroupée avec 4523482 afin d'établir la Société. La Société issue du regroupement exerce ses activités à titre d'entité ouverte et conserve la totalité des droits liés à la propriété intellectuelle comme avant l'opération. Dans le cadre du plan d'arrangement, les porteurs de parts du Fonds de revenu Colabor, depuis la clôture de l'opération, détiennent la totalité des actions de l'entité Biotechnologies ConjuChem Inc. initiale, y compris toutes les pertes résiduelles aux fins fiscales.

CONJUCHEM®

Biotechnologies ConjuChem Inc.
225, avenue Président-Kennedy
Bureau 3950
Montréal, Québec
H2X 3Y8
Tél : 514-844-5558
Télec : 514-844-1119